



NATIONS UNIES



Distr.
LIMITÉE

LC/L.2602(MDM.40/4)
28 septembre 2006

FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

Quarantième réunion du Bureau de la
Conférence régionale sur les femmes
de l'Amérique latine et des Caraïbes

Santiago du Chili, 3 et 4 octobre 2006

LA CONTRIBUTION DES FEMMES À L'ÉGALITÉ EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Proposition de table des matières commentée

I. GENÈSE

Conformément à l'accord n° 5 de la trente-neuvième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mexico, 11 et 12 mai 2006). Le Secrétariat de la CEPALC présente la table des matières commentée du document de position de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (Quito, Equateur, 6-9 août 2007).¹

Le Secrétariat propose d'intituler le document comme suit: "La contribution des femmes à l'égalité en Amérique latine et dans les Caraïbes". Ce document serait composé de deux grandes sections correspondant aux deux thèmes sollicités par les États membres à la trente-neuvième réunion du Bureau: "Analyse de la contribution des femmes à l'économie et la protection sociale, en particulier en ce qui concerne le travail non rémunéré" et "Participation politique et parité entre les sexes à tous les niveaux des processus de prise de décision".²

II. TABLE DES MATIÈRES COMMENTÉE

Introduction

Le document fera d'abord brièvement référence aux engagements internationaux portant sur le travail non rémunéré des femmes et la participation à la prise de décision, en particulier le Plan d'action de Beijing, la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les conventions de l'Organisation internationale du travail qui comportent des clauses relatives à l'égalité entre les sexes et aux droits en matière de paternité et de maternité, ainsi que les autres conférences du système des Nations Unies. Il sera également question de l'incorporation de ces mandats au cadre constitutionnel et juridique des pays de la région.

Le document présentera, en deuxième lieu, un exposé des raisons de fond qui ont poussé le Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes à prêter une attention particulière à ces deux sujets.

En troisième lieu, le document expliquera le schéma de l'analyse qui sera centrée sur l'importance du travail non rémunéré des femmes en tant que contribution au développement et comme explication de la modalité de participation des femmes à l'économie et aux processus démocratiques de prise de décision.

¹ Voir CEPALC (2006); dans l'accord n° 5, les pays membres du Bureau sont convenus de "demander au Secrétariat que soit élaboré un document de position sur (...) la participation politique et la parité entre les sexes à tous les niveaux des processus de prise de décision" et "Analyse de la contribution des femmes à l'économie et la protection sociale, en particulier en ce qui concerne le travail non rémunéré."

² Ibid.

Première section

ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DES FEMMES A L'ÉCONOMIE ET LA PROTECTION SOCIALE, EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LE TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ**1. Cadre théorique**

Cette section sera consacrée à l'analyse du cadre théorique du travail non rémunéré des femmes, l'économie des soins et l'utilisation du temps. L'analyse mentionnera les éléments qui lui serviront de base, à savoir les spécificités du travail domestique rémunéré et non rémunéré des femmes, les liens entre le travail reproductif et le travail productif, son importance pour le développement économique et social et la participation des femmes à la prise de décision. Les concepts du public et du privé seront explicités du point de vue de la parité entre les sexes.

2. Diagnostic

Le but est de montrer l'influence du travail reproductif en terme d'accès des femmes au marché de l'emploi, en particulier les employées de maison, et de souligner les spécificités de leur accès à la protection sociale dans le contexte de la mondialisation et de transformation du monde professionnel.

L'analyse permettra de passer en revue les principaux aspects de l'économie des soins au niveau du foyer et son extension à certains domaines de la vie publique, comme les activités de soins de santé, les soins donnés aux enfants et aux personnes âgées.

Il s'agira de systématiser les données empiriques disponibles, sur la base de l'information des enquêtes sur les ménages et de l'utilisation du temps dans la région. L'analyse couvrira l'examen des relations entre l'accès au monde du travail, l'écart salarial, la segmentation professionnelle et le taux d'activité domestique ventilée par sexe.

3. Situation actuelle en matière d'information

Cette section comportera un bilan en matière de collecte et d'utilisation de l'information statistique, ainsi que les considérations méthodologiques et institutionnelles nécessaires pour renforcer la production d'information et favoriser sa prise en compte dans la formulation des politiques publiques.

4. Politiques publiques

On inclura dans cette section une analyse des politiques publiques existantes dans les pays de la région, aussi bien celles qui tendent explicitement harmoniser la vie familiale et professionnelle que celles dont les effets non voulus ont une répercussion sur la maternité et sur le partage des responsabilités familiales.

5. Le travail non rémunéré dans les domaines de la santé, des soins donnés aux enfants et aux personnes âgées

Cette partie sera consacrée à la présentation des résultats préliminaires de la recherche sur l'économie des soins réalisée avec le soutien financier de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI) dans trois pays choisis.

6. Conclusions et recommandations de politique

Deuxième section

PARTICIPATION POLITIQUE ET PARITÉ ENTRE LES SEXES À TOUS LES NIVEAUX DES PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION

1. Cadre théorique

Ce premier chapitre correspondra à la présentation des concepts de démocratie, de participation à la prise de décision, de discrimination positive, de contingents et de parité, et aux rapports qui les unissent en Amérique latine et dans les Caraïbes.

2. Diagnostic

Il s'agira d'offrir une vision de la participation des femmes aux processus de prise de décision, de faire le point des progrès accomplis à l'échelon parlementaire et de mettre surtout l'accent sur le pouvoir exécutif et les gouvernements municipaux.

Cette section contiendra une information statistique actualisée sur le rythme et la stabilité des tendances de la participation des femmes aux pouvoirs publics. Une attention particulière sera accordée à la situation des femmes autochtones et descendantes d'Africains, tout en essayant de faire ressortir, chaque fois que possible, les écarts existant sur le plan territorial et des groupes d'âge.

3. Situation actuelle en matière d'information

Une attention spéciale sera prêtée à l'étude des sources d'information disponibles, en tenant compte des aspects méthodologiques et des problèmes associés à leur analyse et leur diffusion.

4. Études de cas

Plusieurs cas représentatifs de bonnes pratiques législatives, politiques, organisationnelles et autres seront analysés, ce qui permettra d'observer la diversité des situations existant dans les pays de la région. Plusieurs exemples possibles sont, notamment, le système de contingents appliqué en Argentine, qui a été le premier pays de la région à adopter cette mesure; la parité au sein du pouvoir exécutif au Chili, étant donné son caractère pionnier dans la région et dans le monde, et les cas de Cuba, en raison des niveaux de participation des femmes au pouvoir législatif, et de la Colombie, le seul pays où sont appliqués des contingents au sein du pouvoir exécutif.

5. Conclusions et recommandations

III. SOURCES D'INFORMATION

Le document sera basé sur les sources suivantes:

1. Les apports spécifiques des gouvernements à propos de leur bonnes pratiques et des sources d'information statistique liées aux sujets abordés dans le document de position.
2. Les études de l'Unité Femmes et Développement de la CEPALC et des institutions du système des Nations Unies sur les deux sujets abordés.
3. Les études spécifiques menées à bien dans le cadre du projet "Contribution de l'économie des soins à la protection sociale" financé par l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI).
4. Les recommandations du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

IV. PROCESSUS D'ÉLABORATION DU DOCUMENT

La préparation du document de position va se dérouler selon les étapes suivantes, en vue de sa présentation à la dixième Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (Quito, Équateur, 6-9 août 2007).³

1. Présentation de la table des matières commentée à la 40e réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (Santiago du Chili, 3 et 4 octobre 2006);
2. Enquête auprès des états membres afin de recueillir l'information nécessaire à la préparation des contributions techniques (troisième trimestre de 2006);
3. Incorporation des commentaires reçus à la 40e réunion du Bureau (octobre 2006);
4. Préparation des contributions techniques afin de développer les thèmes abordés par le document (septembre à novembre 2006);
5. Incorporation des contributions envoyées par les états membres et rédaction de la version préliminaire du document (décembre 2006 à mars 2007);
6. Édition et traduction de la version préliminaire (mars et avril 2007);
7. Présentation de la version préliminaire aux réunions sous-régionales préparatoires de la dixième Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes qui seront tenues dans l'Amérique du Sud, en Amérique centrale et au Mexique, et dans les Caraïbes (mai 2007);
8. Incorporation des commentaires reçus lors des réunions sous régionales (juin 2007);
9. Édition et traduction de la version finale (juillet 2007).

³ Voir calendrier ci-joint.

BIBLIOGRAPHIE PRÉLIMINAIRE

- Abramo, Lais et Marta Rangel (eds.) (2005), *América Latina: negociación colectiva y equidad de género*, Santiago du Chili, Bureau international du travail.
- Aguirre, Rosario (2005), “El aporte del trabajo remunerado y no remunerado de las mujeres a la economía de los países y a la superación de la pobreza”, documento de trabajo, Santiago du Chili, Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), septembre, version préliminaire.
- Benería, Lourdes (2006), “Género y políticas públicas: desafíos de la equidad”, *Revista nómadas*, N° 24, Bogotá, D.C., Fundación Universidad Central, avril.
- Camacho, Rosalía (2006), “El trabajo de cuidado: una responsabilidad social”, document de travail Santiago du Chili, Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), février, version préliminaire.
- Campaña, Pilar (comp.), (2005), *Desarrollo inclusivo: género en el sector rural*, Santiago du Chili, Programa para el Fortalecimiento de los Aspectos de Género en América Latina y el Caribe (ProGénero), février.
- CEPALC (Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes) (2006), *Informe de la trigésima novena reunión de la Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe* (LC/L.2599), Santiago du Chili.
- _____ (2004), *Caminos hacia la equidad de género en América Latina y el Caribe* (LC/L.2114(CRM.9/3)), Santiago du Chili, juin.
- CEPALC/HCDH/DAW (Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes/Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l’homme/Division pour la promotion des femmes) (2005), *Compilación de observaciones finales del Comité para la Eliminación de la Discriminación contra la Mujer sobre países de América Latina y el Caribe (1982-2005)*, Santiago du Chili, septembre.
- Daeren, Lieve (2005), “Mujeres pobres: ¿prestadoras de servicios o sujetos de derechos?”, Santiago du Chili, Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), inédit.
- Enchautegui, María (2003), “Integrando a las trabajadoras del hogar en la política pública de Puerto Rico”, rapport présenté au Bureau de la défense des femmes (Oficina de la Procuradora de las Mujeres), San Juan, État libre associé de Porto Rico, août.
- Fundación Universidad Central (1997), “Género: balances y discursos”, *Revista nómadas*, N° 6, numéro spécial, mars.
- Marca, Mary (2006), “Estudio de caso: Contribución de la economía del cuidado a los sistemas de protección social en la ciudad de El Alto”, document de travail, Santiago du Chili, Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), version préliminaire.
- Pautassi, Laura, Eleonor Faur et Natalia Gherardi (2004), “Legislación laboral en seis países latinoamericanos. Avances y omisiones para una mayor equidad”, *serie Mujer y desarrollo*, N° 56 (LC/L.2140-P), Santiago du Chili, Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), mai. Publication des Nations Unies, N° de vente: S.04.II.G.68.
- Rico de Alonso, Ana (2005), “Políticas sociales y necesidades familiares”, communication présentée à la Réunion d’experts “Políticas à l’égard des familles, protection et inclusion sociales”, Santiago du Chili, Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), 28 et 29 juin.
- Rodríguez Enríquez, Corina (2005), “Economía del cuidado y política económica. Una aproximación a sus interrelaciones”, document de travail, Santiago du Chili, Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), septembre, version préliminaire.

UNRISD (Instituto de Investigación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Social) (2006), *Igualdad de género: La lucha por la justicia en un mundo desigual*, Ginebra, février. Publicación de las Naciones Unidas, N° de venta: S.06.III.Y.1.